

RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:
PWGSC/TPSGC Acquisitions
1045 Main Street
1st Floor, Lobby C
Unit 108
Moncton, NB E1C 1H1
Bid Fax: (506) 851-6759

SOLICITATION AMENDMENT MODIFICATION DE L'INVITATION

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

This document contains a security requirement.

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

NB / PEI Division - Moncton Acquisitions Office
1045 Main Street
1st Floor, Lobby C
Unit 108
Moncton, NB E1C 1H1

Title - Sujet Services de réadaptation et d'assis	
Solicitation No. - N° de l'invitation 51019-128004/A	Amendment No. - N° modif. 001
Client Reference No. - N° de référence du client 51019-128004	Date 2013-10-22
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$MCT-011-4711	
File No. - N° de dossier MCT-2-35032 (011)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2013-12-03	Time Zone Fuseau horaire Atlantic Standard Time AST
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Sharpe, Charlene A.	Buyer Id - Id de l'acheteur mct011
Telephone No. - N° de téléphone (506) 851-3467 ()	FAX No. - N° de FAX (506) 851-6759
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

Modification à l'invitation à soumissionner

Titre Services de réadaptation et d'assistance professionnelles

Modification No **001** à l'invitation à soumissionner

Cette invitation à soumissionner est par la préte modifiée afin de fournir les questions et réponses suivantes :

Q1. Page 7 de 223, section 1.4.2 - " [...]pour certains participants, ACC considérera l'élaboration de PRPP comprenant un potentiel de gains inférieur au niveau d'emploi convenable et rémunérateur d'un vétéran. " Comment cela sera t il déterminé et comment se fera la comparaison entre les revenus?

R1. Au moment de l'aiguillage par ACC, on indiquera que le participant souffre d'une incapacité totale et permanente (ITP).

Les participants souffrant d'une ITP et les participants dont le plan de réadaptation professionnelle comporte un objectif visant un emploi pour lequel la rémunération est inférieure à ce qui est considéré comme convenable et rémunérateur devront faire l'objet d'un rapport distinct.

La définition d'un emploi rémunérateur et convenable se trouve dans le glossaire à la page 107 de 223.

La mesure des résultats pour ce groupe sera fondée sur des indicateurs liés à l'employabilité améliorée.

Q2. Page 16 de 223, section 2.9.2 - " L'entrepreneur doit faire en sorte que les participants aiguillés résidant au Canada soient associés à un SRP œuvrant dans la zone géographique la plus près du lieu de résidence des participants. " Et à la page 45 de 223, section 3.6.2, " Les services en français et en anglais sont exigés dans tous les lieux. " Est ce une attente d'ACC qu'il doit y avoir des SRP bilingues dans toutes les régions qui satisfont aux exigences en matière de RH établies dans l'énoncé des travaux (EDT)?

R2. ACC s'attend à ce que l'accès à un SRP bilingue soit possible dans toutes les régions. Il n'est pas requis que le lieu de travail du SRP bilingue soit dans la zone géographique la plus près du lieu de résidence du participant, mais, au besoin, les services doivent être offerts au participant dans la langue de son choix (anglais ou français) peu importe son lieu de résidence. Un déplacement supplémentaire sera peut-être nécessaire pour offrir les services aux participants qui habitent dans les régions où une des deux langues officielles n'est pas habituellement parlée. Le

même niveau de service doit être offert, peu importe la langue ou le lieu de résidence du participant.

Pour les régions où des services en français sont habituellement requis, par exemple au Québec et au Nouveau Brunswick, on s'attend toujours à ce que le SRP qui se trouve dans la zone géographique la plus près soit en mesure d'offrir des services dans la langue de préférence de la personne.

Q3. À la section 2.11.1.1, page 17 de 223, il est écrit : " Après l'aiguillage d'un participant à l'entrepreneur par le Canada, l'entrepreneur sera autorisé à mener les évaluations au besoin et telles qu'elles sont précisées dans l'EDT afin d'accorder à l'entrepreneur l'autonomie et l'indépendance [...] ". Cette autorisation comprend elle aussi l'autorisation de voyage pour ces affectations ou y aura t il une autorisation distincte?

R3. L'autorisation de voyage, que ce soit pour le participant ou l'évaluateur, est comprise dans cette approbation.

Q4. À la section 2.11.1.1, page 16 de 223 - " Après l'aiguillage d'un participant à l'entrepreneur par le Canada, l'entrepreneur sera autorisé à mener les évaluations au besoin et telles qu'elles sont précisées dans l'EDT afin d'accorder à l'entrepreneur l'autonomie et l'indépendance [...] " et aussi à la section 2.11.1.2, " Le gestionnaire de cas d'ACC donnera à l'entrepreneur l'autorisation de faciliter et de coordonner les évaluations requises avec consultation d'un dossier. Les preuves objectives fournies dans les rapports doivent expliquer pourquoi une évaluation devait être faite et de quelle façon elles ont aidé à clarifier davantage le potentiel professionnel du participant ". Toutefois dans le diagramme à l'annexe 15, sous la case de l'évaluation professionnelle initiale (ÉPI), il y a une case pour " Recommandation/Approbation ". L'ÉPI devra t elle être approuvée pour le contrat avant que l'on puisse poursuivre la phase d'évaluation? Le cas échéant, quel est le délai d'exécution pour l'obtention de cette approbation?

R4. Il ne sera pas nécessaire d'obtenir une approbation dans le cadre du contrat avant que l'on puisse poursuivre la phase d'évaluation. Révision apportée à l'annexe 15.

L'ÉPI devra encore être présentée à ACC dans les 30 jours civils conformément à la section 2.13.5.10 et devra contenir des recommandations tel qu'il est indiqué à la section 2.13.5.9, notamment une liste des évaluations requises, s'il y a lieu, afin que le gestionnaire de cas d'ACC soit au courant de ce à quoi peut s'attendre le participant quant au processus d'évaluation.

Q5. À l'annexe 23, page 198 de 223, il est indiqué que les règles et restrictions régissant les paiements d'ACC seront fournies pendant la période de mise en œuvre, pouvez-vous donner une idée aux entrepreneurs du niveau de travail administratif qui sera requis pour chaque service afin d'assurer l'établissement de prix adéquat. Un niveau élevé de travail administratif aura une incidence importante sur le prix. Par exemple, lors de l'évaluation

d'accueil, un formulaire de demande de paiement (VAC 626) devra t il être signé par le client, reflétera t il chaque service fourni, sera t il daté le jour de la rencontre ou après la rencontre, devra-t il être fourni comme preuve de prestation du service avec chaque facture? Pouvons-nous supposer que ce sera une des exigences pour tous les services?

R5. ACC ne détermine pas à lui seul quels seront les renseignements administratifs exigés dans le cadre du processus de paiement. De façon générale, le Ministère doit se soumettre aux exigences établies par le Secrétariat du Conseil du Trésor en ce qui concerne la vérification des comptes présentés par les entrepreneurs et les demandes de paiement subséquentes. Les documents les plus pertinents en ce qui concerne les obligations imposées au Ministère, et qui ont une incidence directe sur les exigences administratives du soumissionnaire retenu, sont indiqués dans les directives suivantes :

<http://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=15790>

<http://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=15784>

Pendant la phase de mise en œuvre, ACC collaborera avec le soumissionnaire retenu afin de mettre sur pied un système qui permet de fournir suffisamment de documents justificatifs avec les factures liées à un contrat. Grâce à ces processus, ACC pourra s'acquitter de ses responsabilités fiduciaires établies dans les directives de l'organisme central susmentionné. Les processus tiendront compte du risque, miseront sur la technologie dans toute la mesure du possible et prendront en considération les changements qu'il faudra apporter au processus en raison des modifications apportées au règlement le 1er octobre 2013 en vue de simplifier les processus administratifs associés au Programme de réadaptation professionnelle.

Q6. Quelle est la différence prévue entre l'évaluation d'accueil et l'évaluation professionnelle initiale? Les deux exigent un examen de toute la documentation, une entrevue en personne et un rapport.

R6. La différence est qu'on a voulu donner plus de souplesse pour l'évaluation des participants au programme.

Une évaluation d'accueil est un processus simplifié qui serait utilisé si le participant avait déjà reçu des services de réadaptation professionnelle d'autres sources et que des renseignements pertinents à ce sujet étaient disponibles.

Ce processus serait approprié si le dossier avait été fermé pour quelques mois et que le client est aiguillé de nouveau.

Pour le rapport d'évaluation professionnelle initiale, il faut recueillir beaucoup plus d'information lorsque les capacités professionnelles du participant ne sont pas connues ou ne sont pas claires.

Q7. ACC exige qu'une consultation médicale ait lieu dans le cadre de l'évaluation professionnelle initiale pour les aiguillages qui le requiert. Il n'y a aucune allocation prévue dans l'EDT pour couvrir les frais du médecin dans de tels cas. Le Ministère prévoit-il que l'entrepreneur intégrera ce coût dans ses tarifs?

R7. Les consultations médicales seraient payées sous " Évaluations spéciales " à titre de coût imputable.

Q8. Veuillez confirmer qu'ACC prévoit offrir le programme sous la bannière de la Nouvelle Charte des anciens combattants et qu'on ne lui donnera pas son propre nom.

R8. Oui, les Services de réadaptation et d'assistance professionnelles doivent être offerts sous la bannière de la Nouvelle Charte des anciens combattants d'Anciens Combattants Canada.

Q9. À la page 13 de 37 de l'Annexe D - " Démonstration de la prestation de services de réadaptation et d'assistance professionnelles et du nombre de mois/années d'offre de ces services [...] ", cela signifie-t-il à chaque installation?

R9. Oui - la période pendant laquelle les services ont été offerts à chaque installation.

Q10. À la page 16 de 37 de l'annexe D - Séances d'information bilingues - ces séances visent-elles le personnel d'ACC dans le cadre de la mise en œuvre ou les participants?

R10. Oui, ces séances visent le personnel d'ACC pendant la période de mise en œuvre du contrat.

Q11. Aux pages 4, 5 et 6 de 16 de l'annexe B " Base de paiement ", à la page 4, on demande d'indiquer un " Prix unit./taux horaire ferme ", à la page 6, on demande d'indiquer un " Prix unitaire ferme " pour le PRPP et le PRPP révisé, et ensuite à la page 7, on demande d'indiquer un " Prix unitaire/taux horaire ferme " pour les activités d'intervention. En utilisant la terminologie " Prix unit./taux horaire ferme ", donne-t-on à l'entrepreneur le choix d'indiquer soit un prix unitaire ferme ou un taux horaire?

R11. Le prix unitaire ferme est toujours requis à moins que les heures soient indiquées dans la colonne " Quantité annuelle évaluée ". Si la quantité annuelle évaluée est indiquée en heures, le tarif horaire doit être fourni.

Q12. Pouvez-vous confirmer si les plans suivants doivent accompagner notre réponse à la DP ou s'ils doivent être fournis au moment de l'attribution du contrat?

- a. Plan de continuité des activités - Énoncé des travaux, section 4.1.2
- b. Évaluation de la menace et des risques - Énoncé des travaux, section 4.1.3

c. Intervention et traitement des incidents de sécurité - Énoncé des travaux, section 4.1.5

d. Avis de non-conformité ou d'infraction à la protection des renseignements personnels - Énoncé des travaux, section 4.12

e. Plan de mise à l'essai - Énoncé des travaux, section 8.2.5

f. Plan relatif aux RH - Énoncé des travaux, section 10.1.3

R12. a. Plan de continuité des activités - Énoncé des travaux, section 4.1.2: Tel qu'il est indiqué à E4 des Critères d'évaluation technique, la section " Sécurité " de la soumission technique doit fournir suffisamment de détails pour permettre une compréhension totale et complète de la stratégie qui permettra aux soumissionnaires de satisfaire aux exigences précisées dans la Politique sur la sécurité du gouvernement. Comme il est indiqué à la section 4.1.2, l'entrepreneur doit élaborer et mettre au point un PCA aux fins de l'approbation d'ACC. Le PCA doit être mis à l'essai et approuvé avant sa mise en œuvre.

b. Évaluation de la menace et des risques - Énoncé des travaux, section 4.1.3: Tel qu'il est indiqué à E4 des Critères d'évaluation technique, la section " Sécurité " de la soumission technique doit fournir suffisamment de détails pour permettre une compréhension totale et complète de la stratégie qui permettra aux soumissionnaires de satisfaire aux exigences précisées dans la Politique sur la sécurité du gouvernement. Comme il est indiqué à la section 4.1.3, ACC entreprendra une évaluation de la menace et des risques (EMR) des services et du système de TI dans les six mois suivant l'attribution du contrat.

c. Intervention et traitement des incidents de sécurité - Énoncé des travaux, section 4.1.5: Tel qu'il est indiqué à E4 des Critères d'évaluation technique, la section " Sécurité " de la soumission technique doit fournir suffisamment de détails pour permettre une compréhension totale et complète de la stratégie qui permettra aux soumissionnaires de satisfaire aux exigences précisées dans la Politique sur la sécurité du gouvernement. Comme il est indiqué à la section 4.1.5.6, l'entrepreneur doit élaborer des procédures de fonctionnement standard d'intervention et de traitement des incidents de sécurité en consultation avec ACC au cours de la période de mise en œuvre du contrat.

d. Avis de non-conformité ou d'infraction à la protection des renseignements personnels - Énoncé des travaux, section 4.12: Tel qu'il est indiqué à R4 des Critères d'évaluation technique, la soumission technique du soumissionnaire doit inclure un aperçu de son plan pour se conformer aux politiques, procédures et lignes directrices sur la protection des renseignements personnels en vigueur ainsi que de son processus en cas d'atteinte à la vie privée. Comme il est indiqué à la section 4.12, après l'attribution du contrat, l'entrepreneur doit collaborer avec ACC pour rectifier la non-conformité et redevenir conforme aux exigences du gouvernement du Canada en matière de protection des renseignements personnels.

e. Plan de mise à l'essai - Énoncé des travaux, section 8.2.5: Tel qu'il est indiqué à E8 des Critères d'évaluation technique, la soumission technique des soumissionnaires doit décrire

l'infrastructure, les systèmes de la TI et les processus qui seront mis à l'essai. Les soumissionnaires doivent décrire comment tous les éléments seront mis à l'essai, y compris l'infrastructure d'ACC. Selon la section 8.2.5.1 de l'EDT, après l'attribution du contrat, le soumissionnaire retenu doit élaborer une stratégie et un plan de mise à l'essai en collaboration avec le personnel d'ACC. L'élaboration de ce plan doit être inscrit à titre de tâche dans son plan directeur pour la période de mise en œuvre.

f. Plan relatif aux RH - Énoncé des travaux, section 10.1.3: Tel qu'il est indiqué à E10 des Critères d'évaluation technique, les soumissionnaires doivent joindre un plan relatif aux ressources humaines à leur soumission.

Q13. 2.13.6 Activités d'exploration professionnelle (AEP)

Les AEP aideront le participant à déterminer des choix de carrière réalistes et réalisables ainsi que la capacité d'occuper un emploi convenable rémunérateur. Dans le cadre des AEP, l'entrepreneur doit mener l'une ou plusieurs des évaluations suivantes sans toutefois s'y limiter :

- 1. Tests de connaissances;**
- 2. Tests d'intérêts professionnels;**
- 3. Tests d'aptitudes;**
- 4. Analyse du marché du travail (obligatoire pour tous les participants qui bénéficient d'un PRPP);**
- 5. Analyse normalisée des compétences transférables.**

2.13.6.2 La description complète des tests susmentionnés et des exemples d'outils d'évaluation à utiliser se trouvent à l'annexe 1.

2.13.6.3 Extrants/livrables

Un rapport détaillé des activités d'exploration professionnelle menées, y compris la correspondance et la liste des documents obtenus de sources externes qui ont été examinés durant le processus.

La section 2.13.6.3 nous indique un rapport; toutefois, quand nous examinons les modalités de paiement, les activités sont toutes énumérées séparément pour la facturation - Tests de connaissances, tests d'intérêts, etc. Nous voulons savoir s'il faut produire un rapport par évaluation ou un rapport pour toutes les évaluations combinées (ce qui donnera un rapport volumineux et probablement coûteux). Comment pouvons-nous créer un seul rapport (comme l'EAP) mais facturer tous les services d'évaluation séparément? Également, faut-il qu'une analyse du marché du travail soit incluse dans toutes les AEP plutôt que d'être présentée séparément (encore une fois, la production d'un rapport volumineux sera sans doute coûteuse)?

R13. Pour les activités d'exploration professionnelle (2.13.6), il faut remettre un rapport par évaluation, conformément aux modalités de paiement.

ACC n'exige pas de rapport global des AEP. Cette catégorie d'évaluations ne vise que des situations où seulement une ou quelques évaluations d'AEP pourraient être nécessaires, plutôt qu'une évaluation professionnelle plus approfondie indiquée à la section 2.13.7 " Évaluations spécialisées ".

En ce qui concerne les unités estimées dans les modalités de paiement, ACC estime qu'une évaluation professionnelle plus approfondie sera exigée plus souvent qu'un seul test d'intérêts, par exemple.

À l'annexe 1 (p. 131 de 223), l'évaluation professionnelle est décrite de la façon suivante :
" Lorsque l'évaluation professionnelle spécialisée ne permet pas de déterminer de manière satisfaisante les capacités et objectifs professionnels du participant, il peut être nécessaire de recourir à l'évaluation professionnelle et à des tests. L'évaluation professionnelle aidera le participant à confirmer que ses choix professionnels sont réalistes et que ses objectifs sont atteignables, et aidera un participant indécis à explorer des options réalistes.

Cette évaluation doit comprendre une ACT et une AMT, de même que des tests des intérêts professionnels, de connaissances et d'aptitudes. Elle peut également comprendre des tests d'intelligence et des tests de personnalité. "

L'entrepreneur doit présenter un rapport d'évaluation professionnelle lorsqu'une série de tests d'exploration professionnelle s'avère nécessaire. Lorsqu'il ne s'agit que de un ou deux tests pour un participant, la facturation par évaluation sous " Activités d'exploration professionnelle " doit alors être respectée.

L'analyse du marché du travail fera partie de toutes les évaluations professionnelles. Lorsqu'il n'est pas nécessaire d'effectuer une évaluation professionnelle approfondie poussée (2.13.7), il faudra réaliser une analyse du marché du travail comme il est indiqué en 2.13.6, " Activités d'exploration professionnelle "

ET

Cette modification est émise afin de:

- (1) Référence: **Page 181 de 223 de l'Annexe A, Énoncé de travaux (Annexe 15 Organigramme des activités principales)**
SUPPRIMER l'Annexe 15 de l'Énoncé de travaux entièrement; et
INSÉRER l'Annexe 15 révisée de l'Énoncé de travaux ci-jointe.

-
- (2) Référence: **Page 182 de 223 de l'Annexe A, Énoncé de travaux (Annexe 16 Réglements MRIMVFC)**
SUPPRIMER l'Annexe 16 de l'Énoncé de travaux entièrement; et
INSÉRER l'Annexe 16 révisée de l'Énoncé de travaux ci-jointe.
- (3) Référence: **Page 187 de 223 de l'Annexe A, Énoncé de travaux (Annexe 17 Politiques pertinentes d'ACC relatives à la réadaptation professionnelle)**
SUPPRIMER l'Annexe 17 de l'Énoncé de travaux entièrement; et
INSÉRER l'Annexe 17 révisée de l'Énoncé de travaux ci-jointe.
- (4) Référence: **Annexe B, Base de paiement**
SUPPRIMER l'Annexe B, Base de paiement entièrement; et
INSÉRER l'Annexe B, Base de paiement (révisée octobre 2013) ci-jointe afin de correspondre à la version anglaise (section 2.3 à la page 6 de 15).

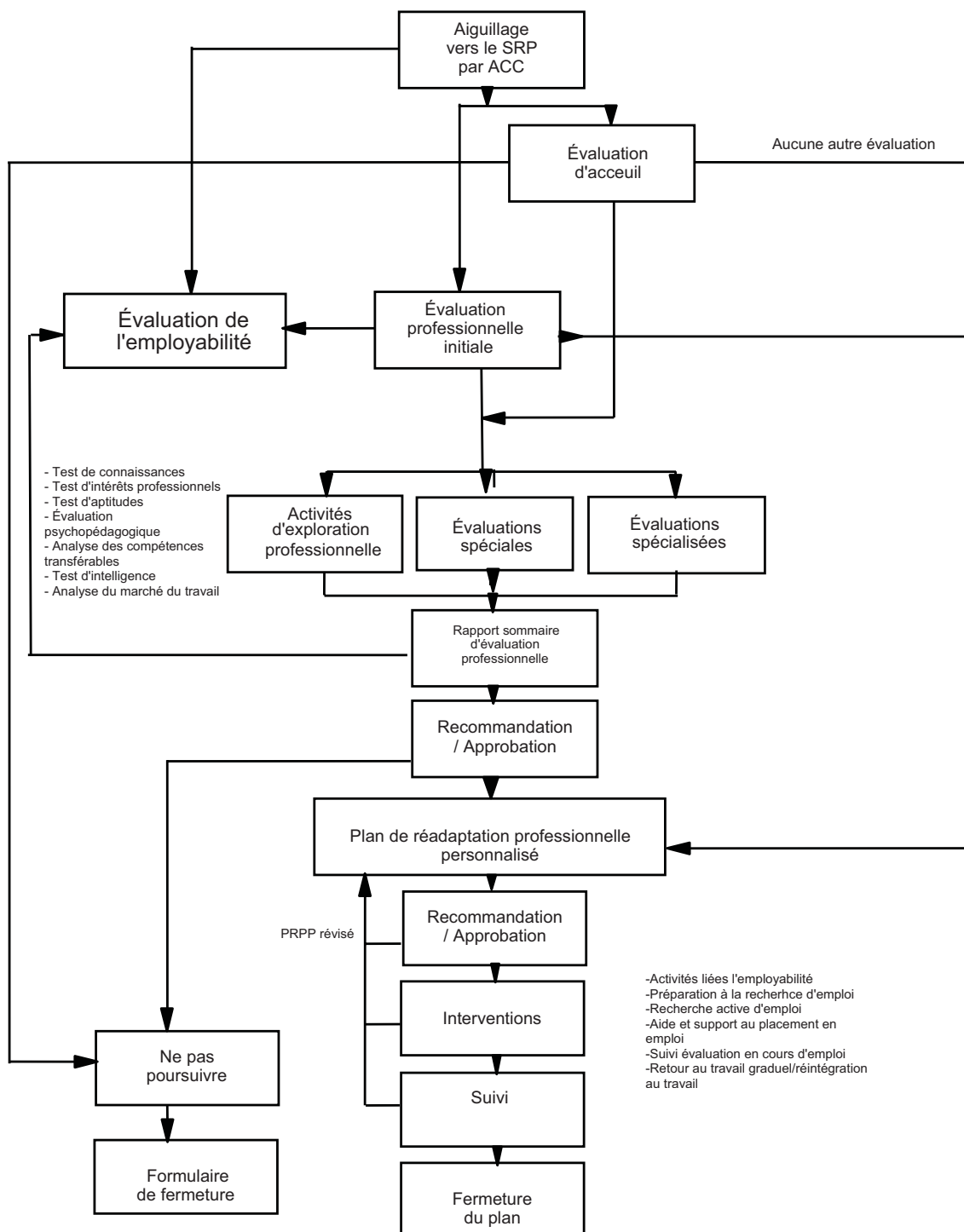
Si vous avez déjà envoyé votre soumission et que vous désirez la modifier, veuillez nous faire parvenir cette modification soit dans une enveloppe scellée par la poste à l'adresse ci-dessus, ou par télécopieur (506) 851-6759 en veillant à ce qu'elle parvienne à la personne soussignée avant la date de clôture en vigueur. Le numéro de la demande de soumission et la date de clôture en vigueur doivent figurer à l'extérieur de l'enveloppe scellée ou sur le message transmis par télécopieur.

Toute les autres conditions de l'invitation à soumissionner demeurent inchangées.

Toute question relative à cette modification doivent être adressées à :

Nom: Charlene Sharpe
N° de téléphone: (506) 851-3467
N° de télécopieur: (506) 851-6759

(Derived from - Provenant de: XNB025D, 23/01/2008)



Annexe 16 - Révisée Règlements MRIMVFC

Voici les articles pertinents de la partie 2 du *Règlement sur les mesures de réinsertion et d'indemnisation des militaires et vétérans des Forces canadiennes*.

<http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/reglements/DORS-2006-50/page-2.html>

Annexe 17 – révisée Politiques pertinentes d’ACC relatives à la réadaptation professionnelle

Réadaptation professionnelle et assistance professionnelle – Programme de réadaptation

<http://www.veterans.gc.ca/fra/ministere/politique/document/1209>

Services de réadaptation professionnelle et d’assistance professionnelle – Dépenses liées à la formation

<http://www.veterans.gc.ca/fra/ministere/politique/document/1807>

Services de réadaptation professionnelle et d’assistance professionnelle – Dépenses liées à la formation – Politique de transition

<http://www.veterans.gc.ca/fra/ministere/politique/document/1808>

Incapacité totale et permanente

<http://www.veterans.gc.ca/fra/ministere/politique/document/1208>

Autres politiques de réadaptation

Services de réadaptation et d’assistance professionnelle – Généralités

<http://www.veterans.gc.ca/fra/ministere/politique/document/1217>

Autorisation des services de réadaptions et d’assistance professionnelle

<http://www.veterans.gc.ca/fra/ministere/politique/document/1198>

Plan du programme de réadaptation

<http://www.veterans.gc.ca/fra/ministere/politique/document/1213>

Dépenses liées à la réadaptation - Autres que celles liées à la formation

<http://www.veterans.gc.ca/fra/ministere/politique/document/1199>

La politique suivante est en vigueur pour les dépenses engagées avant le 1er octobre 2013:

Dépenses liées à la réadaptation professionnelle – Formation

Date d'entrée en vigueur : 18 mai 2012

Autorité compétente : Directeur générale, Politiques

Objectif

La présente politique porte sur les dépenses liées à la réadaptation et à l'assistance professionnelle précisées dans le plan de réadaptation ou d'assistance professionnelle d'un client et définies dans le paragraphe 15(1) ou qui seraient considérées à un taux plus élevé nécessaire afin d'offrir un niveau de service adéquat vu le lieu et la disponibilité de la formation ou des dépenses extraordinaires connexes en vertu du paragraphe 15(3) du *Règlement sur les mesures de réinsertion et d'indemnisation des militaires et vétérans des Forces canadiennes* (RMRIMVFC).

Définitions

1. **Services de réadaptation** : Tous les services associés à la réadaptation médicale, psychosociale et professionnelle de la personne.
2. **Plan de réadaptation** : Détermination des difficultés fonctionnelles et environnementales associées aux problèmes de santé qui créent obstacle à la réinsertion du client et à l'établissement d'objectifs réalistes et réalisables de réadaptation en collaboration avec le client en fonction d'une description biopsychosociale exacte de la situation du client. Le plan de réadaptation est alors élaboré en incluant des interventions touchant la réadaptation médicale, psychosociale et professionnelle lui permettant de surmonter les obstacles et d'atteindre les objectifs de réadaptation.
3. **Plan de réadaptation professionnelle personnalisé (PRPP)** : Plan axé sur les besoins élaboré en fonction d'un choix de carrière. Le plan personnalisé est fondé sur l'évaluation des besoins médicaux, psychosociaux et professionnels du vétéran qui énumère les activités à entreprendre afin d'accroître la capacité du client à un niveau raisonnable en fonction de la scolarité, des compétences et de l'expérience du client.

4. **Plan d'assistance professionnelle** : Comprend l'évaluation de l'employabilité, le counselling professionnel, la formation et l'aide à la recherche d'emploi, dont le but est d'aider la personne à trouver un emploi adéquat.

Politique

Dépenses relatives aux plans de réadaptation et aux plans d'assistance professionnelle

Dépenses admissibles liées à la formation aux fins d'un remboursement.

5. Les dépenses suivantes liées à la formation peuvent être approuvées en vertu de l'alinéa 15(1)a) du RMRIMVFC dans le cadre du plan de réadaptation ou du plan d'assistance professionnelle (PAP). Un taux supérieur pourrait être autorisé pour toute catégorie conformément au paragraphe 15(3) du règlement. Pour plus d'information sur le paiement de dépenses plus élevées, consulter les articles 4.2 de la présente politique.

Frais de scolarité

6. Le montant maximum de frais de scolarité est de 20 000 \$ pour la durée totale du programme de formation approuvé dans le PRPP. Les dépenses incluses dans la catégorie des « frais de scolarité » peuvent comprendre les frais de scolarité proprement dits, les frais de demande d'admission, les frais des relevés de notes et les frais étudiants, y compris les frais pour la carte étudiante.

Livres

7. Tous les livres, cahiers d'exercices, logiciels et autres ressources nécessaires pour l'atteinte des objectifs d'apprentissage du programme de formation sont considérés comme des dépenses raisonnables et ne sont pas sujettes à des montants limites précis.

Fournitures

8. Les frais liés aux fournitures sont limités à 40 \$ par mois pour la durée du programme et ils comprennent le papier, les stylos, les cartouches d'encre, les reliures et les autres fournitures nécessaires pour participer à la formation.

Frais d'accès à Internet

9. Les frais d'accès à Internet sont remboursés à raison d'un maximum de 25 \$ par mois. Les frais d'installation et d'entretien doivent être assumés par le client et ne seront remboursés que dans des circonstances exceptionnelles ou extraordinaires.

Frais additionnels

10. Des frais additionnels peuvent être requis jusqu'à concurrence de 500 \$ par plan tel qu'il a été déterminé en collaboration avec l'établissement d'enseignement avant le début du programme.
11. Les coûts additionnels en question peuvent comprendre les frais d'octroi de licence, d'examen, d'habilitation de sécurité, de vaccination, de formation en premiers soins, d'utilisation des installations et des casiers de l'établissement, d'outils, de participation aux stages coopératifs et de déplacement aux stages.

Équipement de sécurité et vêtements spéciaux

12. Tout frais d'équipement de sécurité ou de vêtement spécial non fourni par l'établissement d'enseignement, mais requis pour suivre la formation peut être remboursé jusqu'à concurrence de 300 \$ par plan.

Aide pédagogique

13. Jusqu'à 10 heures d'aide pédagogique peuvent être remboursées par plan. Le dépassement de ces heures est sujet à considération en vertu du paragraphe 15(3) du RMRIMVFC.

Frais de déplacement vers l'établissement d'enseignement

14. Un montant maximum de 500 \$ par mois, au taux de 15 cents par kilomètre, ou un laissez-passer mensuel de transport en commun peut être remboursé pour les frais de déplacement aller-retour vers l'établissement d'enseignement. Le montant s'applique également pour toute autre dépense raisonnable de déplacement telle que les frais de transport en commun quotidien pour les déplacements irréguliers ou les frais de traversier.

Droits de permis de stationnement pour personne handicapée

15. Dans les circonstances où l'établissement d'enseignement ne fournit pas le stationnement pour personne handicapée, les clients handicapés qui possèdent un permis provincial de stationnement pour personne handicapée et qui doivent payer des droits additionnels pour avoir accès à ce type de stationnement peuvent être remboursés de ces frais additionnels.

Hébergement à proximité de l'établissement d'enseignement

16. Si le client suit une formation dans un établissement situé trop loin de sa résidence pour qu'il s'y rende quotidiennement, les frais d'hébergement temporaire, jusqu'à concurrence de 500 \$ par mois pour le bénéficiaire seul ou jusqu'à concurrence de 1000 \$ par mois, si l'hébergement temporaire est aussi nécessaire pour une personne à sa charge, seront remboursés.
17. Si le client doit résider dans un logement temporaire afin de participer à la formation, il a droit au remboursement des frais de déplacement pour deux voyages aller-retour de sa résidence jusqu'au logement temporaire par plan. Dans des circonstances exceptionnelles, un taux supérieur pour le logement ou un plus grand nombre de voyages aller-retour par plan pourrait être considéré en vertu du paragraphe 15(3) du RMRIMVFC.

Frais de garde supplémentaires des personnes à charge

18. Cinquante pour cent des frais de garde supplémentaires des personnes à charge du client jusqu'à concurrence de 750 \$ par mois sont admissibles au remboursement si :
 - a) le client du Programme de réadaptation ou d'assistance professionnelle prend régulièrement soin d'un enfant mineur, d'un adulte handicapé ou d'une personne âgée sans être payé;
 - b) les soins sont essentiels pour assurer la sécurité ou la santé personnelle de la personne ou pour lui permettre de continuer à accomplir les activités de la vie quotidienne;
 - c) le client doit avoir recours à des services de garde temporaires pendant qu'il participe à une activité du Programme de réadaptation ou d'assistance professionnelle;

- d) le client a la responsabilité d'organiser les services de garde temporaire rémunérés;
- e) les frais engagés sont en supplément des frais déjà déboursés par le client pour assurer la garde de la personne à charge. Par exemple, si avant de commencer un programme de formation, un client paye pour un service de garde à la demi-journée, mais qu'à la suite de sa participation à un programme de formation, il requiert un service de garde à temps complet, 50 % des frais supplémentaires occasionnés par le passage d'un service à mi-temps à celui à temps complet pourront être admissibles au remboursement.

La garde de la personne à charge peut être assurée, selon les circonstances, par des amis, des parents ou un fournisseur de services professionnel.

Remboursement des dépenses à des taux supérieurs liées à la participation à la formation

- 19. En vertu du paragraphe 15(3) de la LMRIMVFC, ACC peut rembourser les dépenses à des taux supérieurs aux taux précisés à l'alinéa 15(1)a).
- 20. Les taux supérieurs précisés au paragraphe 15(3) peuvent être autorisés de sorte que le client dispose de ce dont il a besoin pour atteindre ses objectifs professionnels tels qu'ils ont été déterminés dans le plan de réadaptation ou le plan d'assistance professionnelle.
- 21. Avant d'autoriser le remboursement des dépenses à un taux supérieur, il faut déterminer que :
 - a) le taux de paiement prescrit au paragraphe 15(1) n'est pas suffisant pour couvrir les dépenses liées à la formation approuvées dans le PRPP du client; et
 - b) le taux supérieur additionnel tient compte du lieu et de la disponibilité de la formation et de toute dépense imprévue ou extraordinaire qui l'accompagne.
- 22. Les autres facteurs à considérer pour l'autorisation d'un taux supérieur
 - a) les exigences associées à la formation;
 - b) le refus d'un taux supérieur empêchera le client d'achever la formation dans les délais établis dans le plan;

- c) le refus d'un taux supérieur pourrait nuire à l'atteinte de l'ensemble des objectifs et au succès du plan de réadaptation du client et à sa réinsertion dans la vie civile.

Assurance de la qualité

- 23. La qualité et le bien-fondé des décisions rendues en vertu du paragraphe 15(3) feront l'objet d'un examen et d'une surveillance de la qualité et ils seront évalués afin d'assurer que les dépenses plus élevées liées à la formation sont raisonnables compte tenu des objectifs professionnels du client.
- 24. Le processus de prise de décision relatif à l'approbation des dépenses associées au plan de réadaptation sera évalué pour vérifier que tous les facteurs pertinents sont considérés et que les dépenses sont appropriées pour atteindre les objectifs du plan de réadaptation.

Achèvement du plan de réadaptation ou du plan d'assistance professionnelle

- 25. Toutes les dépenses admissibles associées au plan de réadaptation ou au plan d'assistance professionnelle doivent être autorisées par le gestionnaire de cas. Lorsque le plan de réadaptation ou le plan d'assistance professionnelle est jugé achevé, aucune autre dépense relative à la formation ou aux services ne peut être approuvée à des fins de remboursement.

Période de remboursement des dépenses liées à la participation

- 26. La demande de remboursement des dépenses doit être présentée par écrit dans l'année suivant la date où celles-ci ont été engagée.

Annexe B
Base de paiement (révisée octobre 2013)
Services de réadaptation professionnelle et d'assistance professionnelle

L'entrepreneur sera payé pour les coûts qu'il a raisonnablement et convenablement engagés dans le cadre de son travail, tel que décrit en détail ci-dessous. Les taxes applicables sont en sus.

1.0 Période de mise en œuvre

Pour ce qui est des travaux liés à la période de mise en œuvre définis à la section 6 de l'EDT, l'entrepreneur sera payé à un prix ferme (taxes applicables en sus), suivant la livraison et l'acceptation ou l'exécution des travaux, selon le cas.

1.1 Réunion initiale

L'entrepreneur sera payé à un prix ferme tout compris pour les coûts engagés relativement à la réunion initiale aux bureaux d'ACC à Charlottetown (Î.-P.-É.), tel que défini à la section 6.3 de l'EDT. Ce prix ferme inclura les frais de déplacement et d'hébergement de l'entrepreneur.

Prix ferme = _____ \$ (non assujetti à l'indexation)

Le paiement sera versé après la tenue de la réunion initiale.

1.2 Système de TI

L'entrepreneur sera payé à un prix ferme pour les coûts associés à l'élaboration d'un système qui satisfait aux exigences énoncées à la section 8 de l'EDT, y compris la conception et la présentation de tous les rapports et fichiers d'extraction de données.

Prix ferme = _____ \$ (non assujetti à l'indexation)

Le paiement sera versé après approbation, par ACC, du système de l'entrepreneur et de la présentation de tous les rapports et fichiers d'extraction de données.

1.3 Frais de déplacement et de subsistance – Système de TI

L'entrepreneur sera payé pour les frais de déplacement et de subsistance qu'il a engagés durant la période de l'élaboration du système de TI pour assurer la liaison avec ACC. L'entrepreneur sera remboursé pour les frais de déplacement et de subsistance autorisés qu'il a raisonnablement et convenablement engagés dans le cadre de son travail, au prix coûtant, sans aucune indemnité supplémentaire pour profit ou frais généraux, conformément aux dépenses liées aux repas, aux véhicules privés et aux faux frais énoncées dans les annexes B, C et D de la Directive sur les voyages du Conseil national mixte (CNM) et aux autres dispositions de la Directive se rapportant aux « voyageurs » plutôt qu'aux « employés ».

Annexe B
Base de paiement (révisée octobre 2013)
Services de réadaptation professionnelle et d'assistance professionnelle

Tous les déplacements doivent être approuvés au préalable par le chargé de projet d'ACC.

Le paiement sera versé mensuellement en fonction des frais de déplacement et de subsistance engagés le mois précédent.

1.4 Matériel promotionnel à l'intention des participants

Cette catégorie englobe tous les produits de communication qui présentent et promeuvent les services de réadaptation professionnelle et d'assistance professionnelle d'ACC auprès des participants potentiels, tel que décrit à la section 6.6 de l'EDT.

L'entrepreneur sera payé à un prix ferme pour les coûts relatifs à l'élaboration du contenu, à la traduction et à la conception du matériel de communication et promotionnel.

Prix ferme = _____ \$ (non assujetti à l'indexation)

Le paiement sera versé après acceptation par ACC du matériel promotionnel de format HTML (s'il y a lieu) et PDF.

1.5 Site Web

L'entrepreneur sera payé à un prix ferme pour la conception, la traduction, l'élaboration et la mise en œuvre d'un site Web, tel que décrit à la section 6.6.3 de l'EDT. Le site Web sera offert en anglais et en français.

Prix ferme = _____ \$ (non assujetti à l'indexation)

Le paiement sera versé dès que le site Web aura été approuvé par ACC.

1.6 Séances d'orientation

L'entrepreneur sera payé à un prix ferme pour l'élaboration de la trousse d'orientation présentant le modèle de prestation de service et de séances d'orientation de l'entrepreneur, tel que décrit à la section 6.6.7 de l'EDT. Les séances d'orientation seront offertes à un maximum de douze (12) emplacements d'ACC, tel que précisé dans l'EDT. Le prix comprendra également les coûts d'élaboration, de traduction, d'impression et d'expédition du matériel pour les trousseaux d'orientation aux bureaux d'ACC précisés, ainsi que tous les frais de déplacement connexes.

<u>Emplacement</u>	<u>Prix ferme/séance d'une demi-journée</u>
Victoria (C.-B.)	_____ \$
Vancouver (C.-B.)	_____ \$
Edmonton (Alb.)	_____ \$
Winnipeg (Man.)	_____ \$
Ottawa (Ont.)	_____ \$
Kingston (Ont.)	_____ \$
Toronto (Ont.)	_____ \$
Montréal (Qué.)	_____ \$
Ville de Québec (Qué.)	_____ \$
Saint John (N.-B.)	_____ \$
Halifax (N.-É.)	_____ \$
Charlottetown (Î.-P.-É.)	_____ \$
Prix ferme total	_____ \$ (non assujetti à l'indexation)

Le paiement sera versé en fonction de la livraison de trousse d'orientation et de séances d'orientation au cours du mois précédent.

2.0 Principaux services de réadaptation professionnelle et d'assistance professionnelle

L'entrepreneur sera payé à un prix/taux horaire ferme, tel qu'il a été énoncé à la section 2.0 de l'EDT, pour le travail exécuté par l'entrepreneur durant la période opérationnelle du contrat, y compris la période d'achèvement progressif du contrat.

REMARQUE : Toutes les quantités dans cette section sont indiquées strictement à des fins d'évaluation.

2.1 Dossiers existants

Examen des dossiers existants et notification au participant (prise en charge des dossiers en suspens)

Prix unitaire ferme/dossier _____ \$ X quantité évaluée (1000 dossiers) = prix total évalué _____ \$.

(Le prix ferme n'est pas assujetti à l'indexation.)

2.2 Admission et évaluation

Les prix/taux horaires fermes pour les services suivants seront assujettis à un rajustement annuel à compter de la 2^e année du contrat, conformément à la clause

d'indexation annuelle des prix (IAP). (Voir la section 7 du présent document Base de paiement.) À moins d'indication contraire, tous les services doivent être offerts à un prix unitaire/taux horaire ferme.

Principaux services de réadaptation et d'assistance professionnelle	Quantité annuelle évaluée	Prix unit./taux horaire ferme	Prix total évalué pour la 1^{re} année
2.2.1 Évaluation d'accueil	80	\$	\$
2.2.2 Évaluation professionnelle initiale	1100	\$	\$
2.2.3 Activités d'exploration professionnelle			
2.2.3.1 Test de connaissances	40	\$	\$
2.2.3.2 Test d'intérêt professionnel	40	\$	\$
2.2.3.3 Test d'aptitude	40	\$	\$
2.2.3.4 Analyse du marché du travail	130	\$	\$
2.2.3.5 Analyse normalisées des compétences transférables	500	\$	\$
2.2.4 Évaluations spécialisées			
2.2.4.1 Évaluation psychopédagogique	20	\$	\$
2.2.4.2 Évaluation psycho-professionnelle	240	\$	\$
2.2.4.3 Évaluation des aptitudes/capacités fonctionnelles	325	\$	\$
2.2.4.4 Analyse des demandes physiques	5	\$	\$
2.2.4.5 Analyse des lieux de travail	5	\$	\$

2.2.4.6	Évaluation ergonomique	10	\$	\$
2.2.4.7	Évaluation de l'employabilité et de la capacité de gagner un revenu	550	\$	\$
2.2.4.8	Évaluation professionnelle	245	\$	\$
2.2.4.9	Consultation médicale	225	\$	\$
2.2.4.10	Consultation psychologique	110	\$	\$

L'entrepreneur sera payé au taux réel engagé par un participant (taux facturé par un tiers pour un rendez-vous manqué), sans aucune indemnité supplémentaire pour les frais généraux ou la marge bénéficiaire – le montant ne doit pas dépasser le prix ferme susmentionné pour les évaluations spéciales.

2.2.5	Rapport sommaire d'évaluation professionnelle	650	\$	\$
2.2.6	Formulaire de fermeture	675	\$	\$
2.2.7	Consultation	4500 heures	\$	\$

Somme du prix total évalué pour la 1 ^{re} année (pour la section 2.2)	\$
--	----

Strictement à des fins d'évaluation, la somme du prix total évalué pour la 1^{re} année fera l'objet d'une indexation annuelle de 2,5 % pour chacune des deux (2) années restantes plus toute année d'option potentielle pour un total de cinq (5) années. Par exemple, si le prix total évalué pour la 1^{re} année est de 100 000 \$, le prix total évalué pour la 2^e année sera de 102 500 \$ (100 000 \$ X 1,025), celui pour la 3^e année sera de 105 062,50 \$ (102 500 \$ X 1,025), et ainsi de suite.

2.2.8 Autres évaluations spéciales

L'entrepreneur sera remboursé pour les coûts qu'il a raisonnablement et convenablement engagés dans le cadre des autres évaluations spéciales approuvées par le gestionnaire de cas d'ACC. Les frais associés à ces évaluations doivent être facturés à mesure qu'ils sont engagés, et seront remboursés au coût réel, sans aucune indemnité supplémentaire pour les frais généraux ou la marge bénéficiaire. (Voir l'annexe 2 de l'EDT.)

Un rendez-vous pour une autre évaluation spéciales manqué par un participant sera payé au taux réel (taux facturé par un tiers pour un rendez-vous manqué), sans aucune indemnité supplémentaire pour les frais généraux ou la marge bénéficiaire.

2.3 Planification

Les prix/taux horaires fermes pour les services suivants seront assujettis à un rajustement annuel à compter de la 2^e année du contrat, conformément à la clause d'IAP.

(Voir la section 7 du présent document Base de paiement.)

Principaux services de réadaptation et d'assistance professionnelle	Quantité annuelle évaluée	Prix unité ferme	Prix total évalué pour la 1 ^{re} année
2.3.1 PRPP	450	\$	\$
2.3.2 PRPP révisé	220	\$	\$
Somme du prix total évalué pour la 1 ^{re} année (pour la section 2.3)			\$

Strictement à des fins d'évaluation, la somme du prix total évalué pour la 1^{re} année fera l'objet d'une indexation annuelle de 2,5 % pour chacune des deux (2) années restantes plus toute année d'option potentielle pour un total de cinq (5) années.

2.4 Intervention

Les prix/taux horaires fermes pour les services suivants seront assujettis à un rajustement annuel à compter de la 2^e année du contrat, conformément à la clause d'IAP.

(Voir la section 7 du présent document Base de paiement.)

Principaux services de réadaptation et d'assistance professionnelle	Quantité annuelle évaluée	Prix unit./taux horaire ferme	Prix total évalué pour la 1 ^{re} année
2.4.1 Activités d'intervention : Activité liées à l'employabilité	9600 heures	\$	\$

Préparation à la recherche d'emploi
 Recherche active d'emploi
 Aide et support au placement en emploi
 Retour graduel au travail et réintégration en emploi
 Services de suivi
 Évaluation en cours d'emploi

2.4.2	Rapports d'étapes	2000	\$	\$
2.4.3	Rapports de fermeture	425	\$	\$
2.4.4	Rapports d'évaluation en cours d'emploi	421	\$	\$

Somme du prix total évalué pour la 1^{re} année (pour la section 2.4) \$

Stricte ment à des fins d'évaluation, la somme du prix total évalué pour la 1^{re} année fera l'objet d'une indexation annuelle de 2,5 % pour chacune des deux (2) années restantes plus toute année d'option potentielle pour un total de cinq (5) années.

Les paiements seront versés mensuellement, selon les services obtenus au cours du mois précédent.

2.5 Frais de déplacement et de subsistance – Principaux services de réadaptation professionnelle et d'assistance professionnelle

L'entrepreneur sera remboursé pour les frais de déplacement et de subsistance autorisés qu'il a raisonnablement et convenablement engagés dans le cadre de son travail, au prix coûtant, sans aucune indemnité pour la marge bénéficiaire ou les frais administratifs généraux, conformément aux dépenses liées aux repas, aux véhicules privés et aux faux frais énoncées dans les annexes B, C et D de la [Directive sur les voyages du Conseil national mixte](#) (CNM) et aux autres dispositions de la Directive se rapportant aux « voyageurs » plutôt qu'aux « employés ».

Tout déplacement doit être préalablement autorisé par le gestionnaire de cas d'ACC.

Le paiement sera versé mensuellement en fonction des frais de déplacement et de subsistance engagés le mois précédent.

2.6 Déplacements et temps d'attente - Principaux services de réadaptation professionnelle et d'assistance professionnelle

L'entrepreneur (SRP) sera rémunéré pour le temps de déplacement et le temps

d'attente. Le temps de déplacement est considéré comme le temps écoulé entre le moment où le SRP quitte sa résidence ou le bureau pour se rendre à l'emplacement du participant et le moment où il quitte l'emplacement du participant pour retourner au bureau ou à sa résidence. Des détails précis sur les heures de départ et d'arrivée sont nécessaires pour qu'il y ait remboursement. Le temps d'attente est considéré comme le temps pendant lequel le SRP attend pour rencontrer des fournisseurs de service tiers ou les rendez-vous en personne avec les participants manqués. Les détails précis sur l'heure à laquelle le SRP a quitté sa résidence ou son bureau et y est retourné sont nécessaires pour qu'il y ait remboursement.

Les formulaires de remboursement pour le temps de déplacement et le temps d'attente doivent être étayés avec des feuilles de temps signées par le SRP et son gestionnaire, et le remboursement sera effectué au taux précisé dans la base de paiement.

À des fins d'évaluation seulement, 500 heures seront utilisées pour l'année.

Temps d'attente – Spécialiste en réadaptation professionnelle (SRP)

Taux horaire ferme pour la 1^{re} année = _____ \$ X quantité annuelle évaluée (500 heures) = prix total évalué pour la 1^{re} année _____ \$.

Le taux horaire ferme soumis sera assujéti à un rajustement annuel à compter de la 2^e année du contrat, conformément à la clause d'IAP. (Voir la section 7 du présent document Base de paiement.)

Strictement à des fins d'évaluation, le prix total évalué pour la 1^{re} année fera l'objet d'une indexation annuelle de 2,5 % pour chacune des deux (2) années restantes plus toute année d'option potentielle pour un total de cinq (5) années.

Les paiements seront versés mensuellement, selon les heures réelles comptabilisées le mois précédent.

3.0 Activités contractuelles continues

L'entrepreneur sera remboursé pour les frais suivants qu'il a raisonnablement et convenablement engagés dans le cadre des activités contractuelles continues, notamment tous les aspects de la gestion de contrat et de service, du processus de gestion des changements réguliers prévus, de la maintenance des systèmes, y compris la gestion continue et la production et distribution de rapports de programme, ainsi que l'unité de traitement des demandes de remboursement. Ceci comprend également la période d'achèvement progressif du contrat.

3.1 Gestionnaire de contrat

L'administration centrale du contrat de réadaptation professionnelle et d'assistance professionnelle doit inclure un poste à temps plein, désigné sous le titre de gestionnaire de contrat, qui résidera au Canada, assurera la liaison entre l'entrepreneur et ACC et assumera les tâches et les responsabilités du poste en question, tel qu'énoncé à la section 5.3 de l'EDT.

Gestionnaire de contrat – Prix ferme pour la 1^{re} année : _____ \$

Le prix ferme pour la 1^{re} année sera assujéti à un rajustement annuel à compter de la 2^e année du contrat, conformément à la clause d'IAP. (Voir la section 7 du présent document Base de paiement.)

Strictement à des fins d'évaluation, le prix ferme pour la 1^{re} année fera l'objet d'une indexation annuelle de 2,5 % pour chacune des deux (2) années restantes plus toute année d'option potentielle pour un total de cinq (5) années.

L'entrepreneur sera remboursé pour les frais de déplacement et de subsistance autorisés qu'il a raisonnablement et convenablement engagés dans le cadre de son travail, au prix coûtant, sans aucune indemnité pour les frais généraux ou la marge bénéficiaire, conformément aux dépenses liées aux repas, aux véhicules privés et aux faux frais énoncées dans les annexes B, C et D de la Directive sur les voyages du Conseil national mixte (CNM) et aux autres dispositions de la Directive se rapportant aux « voyageurs » plutôt qu'aux « employés ».

Tous les déplacements du gestionnaire de contrat doivent être préalablement approuvés par le chargé de projet d'ACC, à la demande de ce dernier.

L'entrepreneur devra présenter mensuellement des factures représentant 1/12 du prix ferme, plus les frais de déplacement et de subsistance admissibles qui ont été engagés le mois précédent.

3.2 Bureau de l'administration des contrats et Gestion des contrats

Le prix couvrira les activités énoncées aux sections 5.2 et 5.6 de l'EDT, ainsi que les coûts de la mise sur pied et du maintien du bureau de l'administration des contrats et des processus de gestion des contrats.

Bureau de l'administration des contrats et Gestion des contrats.

Prix ferme pour la 1^{re} année = _____ \$

Le prix ferme pour la 1^{re} année sera assujéti à un rajustement annuel à compter de la 2^e année du contrat, conformément à la clause d'IAP. (Voir la section 7 du présent document Base de paiement.)

Strictement à des fins d'évaluation, le prix ferme pour la 1^{re} année fera l'objet d'une indexation annuelle de 2,5 % pour chacune des deux (2) années restantes plus toute année d'option potentielle pour un total de cinq (5) années.

L'entrepreneur devra présenter mensuellement des factures représentant 1/12 du prix ferme.

3.3 Maintenance continue des systèmes

Le prix comprend les coûts visant à s'assurer que le système est disponible et pleinement fonctionnel, tel qu'il est énoncé à la section 3.2.1.4 de l'EDT. Ce prix exclut les coûts associés à la période de mise en œuvre précédemment indiqués à la section 1 du présent document Base de paiement.

Maintenance continue des systèmes

Prix ferme pour la 1^{re} année = _____ \$

Le prix ferme pour la 1^{re} année sera assujéti à un rajustement annuel à compter de la 2^e année du contrat, conformément à la clause d'IAP. (Voir la section 7 du présent document Base de paiement.).

Strictement à des fins d'évaluation, le prix ferme pour la 1^{re} année fera l'objet d'une indexation annuelle de 2,5 % pour chacune des deux (2) années restantes plus toute année d'option potentielle pour un total de cinq (5) années.

L'entrepreneur devra présenter mensuellement des factures représentant 1/12 du prix ferme.

3.4 Maintenance du site Web

Le prix comprendra les coûts de maintenance continue du site Web. Il exclut toutefois les coûts associés à la période de mise en œuvre précédemment indiqués à la section 1.5 du présent document Base de paiement.

Maintien du site Web

Prix ferme pour la 1^{re} année = _____ \$

Le prix ferme pour la 1^{re} année sera assujéti à un rajustement annuel à compter de la

2^e année du contrat, conformément à la clause d'IAP. (Voir la section 7 du présent document Base de paiement.).

Strictement à des fins d'évaluation, le prix ferme pour la 1^{re} année fera l'objet d'une indexation annuelle de 2,5 % pour chacune des deux (2) années restantes plus toute année d'option potentielle pour un total de cinq (5) années.

L'entrepreneur devra présenter mensuellement des factures représentant 1/12 du prix ferme.

3.5 Unité de traitement des demandes de remboursement

Le taux horaire pour la 1^{re} année comprend le coût lié à la mise en œuvre et au maintien de l'unité de traitement des demandes de remboursement, pour ce qui est du traitement des frais répercutés engagés par les participants, tel qu'énoncé à la section 5.4 de l'EDT. Cela comprend le coût lié au traitement des demandes de remboursement conformément aux normes de service et les réponses aux demandes de renseignements d'ACC ou des participants. Les frais répercutés seront remboursés au prix coûtant, sans aucune indemnité supplémentaire pour les frais généraux ou la marge bénéficiaire. **Strictement à des fins d'évaluation**, 4000 heures seront utilisées.

Unité de traitement des demandes de remboursement

Taux horaire ferme pour la 1^{re} année = _____ \$ X quantité annuelle évaluée (4000 heures) = prix total évalué pour la 1^{re} année _____ \$.

Le taux horaire ferme sera assujéti à un rajustement annuel à compter de la 2^e année du contrat, conformément à la clause d'IAP. (Voir la section 7 du présent document Base de paiement.)

Strictement à des fins d'évaluation, le prix total évalué pour la 1^{re} année fera l'objet d'une indexation annuelle de 2,5 % pour chacune des deux (2) années restantes plus toute année d'option potentielle pour un total de cinq (5) années.

Les paiements seront versés toutes les deux semaines selon les heures réellement travaillées pour traiter les demandes de remboursements versés aux participants par l'entrepreneur (pour le remboursement des frais répercutés) au cours de la période de deux semaines précédente.

3.6 Production continue de rapports

Cet élément comprend les coûts relatifs à la production de rapports mensuels,

trimestriels et annuels, tel qu'il est énoncé aux sections 8 et 11 de l'EDT.

Production continue de rapports

Prix ferme pour la 1^{re} année = _____ \$

Le prix ferme pour la 1^{re} année sera assujéti à un rajustement annuel à compter de la 2^e année du contrat, conformément à la clause d'IAP. (Voir la section 7 du présent document Base de paiement.)

Strictement à des fins d'évaluation, le prix ferme pour la 1^{re} année fera l'objet d'une indexation annuelle de 2,5 % pour chacune des deux (2) années restantes plus toute année d'option potentielle pour un total de cinq (5) années.

L'entrepreneur devra présenter mensuellement des factures représentant 1/12 du prix ferme.

4.0 Selon les besoins

Cet élément permet à ACC d'autoriser les changements imprévus et de payer les frais applicables relativement aux services de réadaptation professionnelle et d'assistance professionnelle, qui découlent de modifications aux lois, aux politiques ou à toute autre exigence définie comme faisant partie (tel qu'établi par l'autorité contractante) du contrat, tel que précisé à la section 5.7 de l'EDT. Ces frais doivent être facturés une fois qu'ils ont été engagés. Ils sont non récurrents et doivent être approuvés dans le cadre du processus conjoint de gestion du changement d'ACC et de l'entrepreneur. Tous les biens et services acquis au nom du Ministère dans le cadre de ce processus seront payés au prix coûtant, sans aucune indemnité supplémentaire pour les frais généraux ou la marge bénéficiaire.

REMARQUE : Toutes les quantités sont indiquées strictement à des fins d'évaluation.

<u>Selon les besoins</u>	<u>Quantité annuelle évaluée</u>	<u>Prix unit./ taux horaire ferme</u>	<u>Prix total évalué pour la 1^{re} année</u>
4.1 Programmeur en chef	50 heures	\$	\$
4.2 Programmeur	100 heures	\$	\$
4.3 Analyste opérationnel	100 heures	\$	\$

4.4 Spécialiste en réadaptation professionnelle	100 heures	\$	\$
4.5 Webmestre du site Web	50 heures	\$	\$
Somme du prix total évalué pour la 1 ^{re} année (pour la section 4.0)			\$

Les taux horaires/prix unitaires fermes pour la 1^{re} année relativement aux services susmentionnés seront assujettis à un rajustement annuel à compter de la 2^e année du contrat, conformément à la clause d'IAP. (Voir la section 7 du présent document Base de paiement.)

Strictement à des fins d'évaluation, la somme du prix total évalué pour la 1^{re} année fera l'objet d'une indexation annuelle de 2,5 % pour chacune des deux (2) années restantes plus toute année d'option potentielle pour un total de cinq (5) années.

L'entrepreneur sera remboursé pour les frais de déplacement et de subsistance autorisés qu'il a raisonnablement et convenablement engagés dans le cadre de son travail, au prix coûtant, sans aucune indemnité pour la marge bénéficiaire ou les frais administratifs généraux, conformément aux dépenses liées aux repas, aux véhicules privés et aux faux frais énoncées dans les annexes B, C et D de la [Directive sur les voyages du Conseil national mixte](#) (CNM) et aux autres dispositions de la Directive se rapportant aux « voyageurs » plutôt qu'aux « employés ».

Tout déplacement doit être préalablement autorisé par le chargé de projet d'ACC.

Les paiements seront versés mensuellement, en fonction des dépenses admissibles engagées le mois précédent.

4.6 Séances conjointes sur demande

Des séances conjointes peuvent être nécessaires à divers emplacements pendant la durée du contrat, tel que défini à l'article 5.7.2 de l'EDT.

L'entrepreneur sera remboursé pour les frais de déplacement et de subsistance autorisés qu'il a raisonnablement et convenablement engagés dans le cadre de son travail, au prix coûtant, sans aucune indemnité pour la marge bénéficiaire ou les frais administratifs généraux, conformément aux dépenses liées aux repas, aux véhicules privés et aux faux frais énoncées dans les annexes B, C et D de la [Directive sur les voyages du Conseil national mixte](#) (CNM) et aux autres dispositions de la Directive se rapportant aux « voyageurs » plutôt qu'aux « employés ».

Les paiements seront versés mensuellement en fonction des dépenses admissibles engagées le mois précédent.

5.0 Frais de déplacement et de subsistance – Déplacement des participants

L'entrepreneur sera uniquement remboursé pour les frais de déplacement et de subsistance préautorisés qu'il a raisonnablement et convenablement engagés. Ce déplacement comprend deux types de taux distincts : (1) déplacement du participant relatif aux évaluations professionnelles et (2) déplacement du participant relatif à la formation personnelle. Tout déplacement doit être préalablement autorisé par le gestionnaire de cas d'ACC.

L'Unité de traitement des demandes de remboursement de l'entrepreneur remboursera aux participants le coût des déplacements selon le type de déplacement (1 ou 2 ci-dessus) effectué par le participant. Les taux de déplacement payés aux participants sont indiqués à la section 2.26 de l'EDT. Les dépenses réelles engagées, sans aucune indemnité pour les frais généraux ou la marge bénéficiaire, seront remboursées à l'entrepreneur.

Les paiements seront versés mensuellement en fonction des dépenses admissibles engagées le mois précédent.

6.0 Achèvement progressif du contrat

L'entrepreneur se verra payer le prix ferme tout compris, notamment pour le matériel, la main-d'œuvre, les frais généraux et la marge bénéficiaire nécessaires à l'achèvement de tous les travaux nécessaires pour une transition complète et sans heurt vers le nouveau fournisseur de services de réadaptation professionnelle et d'assistance professionnelle, sans interruption de la prestation de services à ACC ou aux participants, comme indiqué à la section 7 de l'EDT.

La période d'achèvement progressif du contrat commencera à la suite d'un avis écrit de la part d'ACC.

Prix ferme = _____ \$

Le prix ferme pour le service susmentionné sera assujéti à un rajustement annuel à compter de la 2^e année du contrat, conformément à la clause d'IAP. (Voir la section 7 du présent document Base de paiement.)

Dès que commencera la période d'achèvement progressif du contrat, le prix ferme applicable deviendra fixe et ne sera plus assujéti à la clause d'IAP.

À des fins d'évaluation seulement, le prix ferme fera l'objet d'une indexation annuelle de 2,5 % pendant chacune des deux (2) années restantes plus toute année d'option potentielle pour un total de cinq (5) années, afin d'établir le prix ferme évalué.

Le paiement sera versé dès l'exécution de tous les travaux visant à appuyer une transition complète et harmonieuse vers le nouveau fournisseur de services, tel qu'énoncé à la section 7 de l'EDT.

7. Indexation annuelle des prix (IAP)

Les prix/taux horaires fermes énoncés dans le présent document Base de paiement seront rajustés chaque année dès le premier jour de chaque année de contrat et/ou année d'option, s'il est décidé de s'en prévaloir, d'un montant établi en fonction du pourcentage d'augmentation (ou de réduction) de l'indice des prix à la consommation (IPC) annuel moyen du Canada, pour l'ensemble des Items (non désaisonnalisés), tel que publié par Statistique Canada, tableau 326-0020 Cansim, selon la formule suivante :

$$\text{Indexation} = [(a/b) - 1] \times 100 \%$$

Selon laquelle :

a = correspond à l'indice des prix à la consommation mensuel moyen pour le Canada, pour la période de 12 mois se terminant 3 mois avant l'année contractuelle courante.

b = correspond à l'indice des prix à la consommation mensuel moyen pour le Canada, pour la période de 12 mois se terminant 15 mois avant l'année contractuelle courante.

Exemple qui suppose que le contrat est entré en vigueur le 1^{er} avril :

À la 2^e année du contrat débutant le 1^{er} avril 2015, les prix/taux pour la 1^{re} année énoncés dans le présent document Base de paiement seraient augmentés de 2,38 % sur la base des hypothèses suivantes :

$$a = 120,4$$

$$b = 117,6$$

$$\begin{aligned} \text{Indexation} &= [(a/b) - 1] \times 100 \% \\ &= [(120,4 / 117,6) - 1] \times 100 \% \\ &= [1,0238 - 1] \times 100 \% \\ &= 2,38 \% \end{aligned}$$